



Bulletin mensuel (12 et 13)

Ce bulletin expose, comme d'habitude, la situation politique et économique dans le monde, et analyse les répercussions de cette situation sur la classe ouvrière internationale et les peuples de la Planète, en particulier le peuple libanais.

- Le bulletin met l'accent sur la situation en Europe, et au sein de l'Union européenne notamment, à la suite de la crise grecque et du nouveau rôle, important, occupé par le FMI dans les solutions financières et économiques aux pays de la « zone euro ».
- Il présente un parallèle concernant les répercussions des politiques néolibérales sur les revenus et la répartition des richesses aux Etats-Unis
- Il étudie l'immixtion des Etats-Unis en Afrique, tant à travers les manœuvres militaires qui se sont déroulées dans le Sahara qu'à travers le problème des eaux du Nil ou, encore, la poursuite de l'achat de terrains agricoles dans certaines régions africaines.
- Au Moyen Orient, le bulletin tentera de prévoir les développements à court terme, à la suite des décisions iraniennes sur le plan du « nucléaire » et les réactions de Washington. Il jette une lumière sur les possibilités d'une guerre israélienne, ayant l'aval de l'Administration Obama, contre le monde arabe, principalement en Syrie et au Liban. Le but : tenter de résoudre le problème palestinien à l'encontre des intérêts du peuple palestinien.
- Enfin, le bulletin donnera une image exhaustive de la situation intérieure libanaise, tant sur le plan des élections municipales que sur celui de la situation sociale ; il s'arrêtera, en particulier, sur le Budget et les indices économiques et sociaux qu'il renferme (Un communiqué détaillé fut publié par le PCL à cet égard).

Introduction

Le 13 mai 2010, James Cartwright, adjoint du chef des armées des Etats-Unis, déclarait dans une conférence présentée au Centre des études stratégiques : « Durant les dix prochaines années, les forces étasuniennes auront à mener des combats semblables à ceux qui furent menés en Irak et en Afghanistan ».

Cette déclaration laisse prévoir que l'Administration des Etats-Unis tentera, une nouvelle fois, de sortir de la crise dans laquelle elle patauge à travers des guerres et des conflits destructeurs dans différentes régions de la Planète dont, en particulier, les régions du Sud, de l'Afrique jusqu'au Moyen Orient.

A la lumière de cette déclaration, nous analyserons les événements enregistrés dans le monde.

I. La crise capitaliste et l'avenir de l'Union européenne

Le 27 avril 2010, la société « Standard and Poor's » déclarait que le Portugal et l'Espagne se retrouvent, eux aussi, dans l'impasse, aux côtés de la Grèce. Il faut dire que ces chutes successives, prévues ainsi que le recul de l'Euro devant le dollar (1,20), sont à la base du changement enregistré dans

la politique de l'Allemagne qui avait, jusque-là, refusé d'accorder une aide financière aux quatre pays euro-méditerranéens (La Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie) afin qu'ils puissent faire face à la chute prévue et, surtout, aux agissements des marchés financiers internationaux avec les dettes de ces pays. Il faut aussi noter une autre raison à ce changement : les mouvements populaires et syndicalistes, qui avaient envahi la Grèce en réponse à l'appel du Parti Communiste Grec et des syndicats progressistes (PAME), et qui se sont propagés en Europe contre ceux qui veulent faire payer à la classe ouvrière européenne et aux peuples européens, en général, les conséquences de la crise capitaliste et des politiques erronées.

Cependant, le succès enregistré dans cet affrontement avec les forces capitalistes, notamment les sociétés financières et les banques, ne suppriment pas l'existence de grands dangers pouvant aboutir, dans le futur proche, à des changements qualitatifs sur le plan européen.

- **Le premier danger** est l'immixtion du FMI dans la recherche de solutions à la crise. Cette immixtion, renforcée par 200 milliards d'euros, fera du FMI un élément incontournable dans toute décision présente ou future, non seulement au niveau de la Grèce, mais sur le plan européen. Cela veut dire plus clairement que les Etats-Unis vont, par l'intermédiaire du FMI, jouer un rôle décisif dans les tendances à venir de l'économie européenne ; ce qui leur permettra de contrôler les politiques monétaires et économiques en Europe et de peser sur l'indépendance des décisions politiques européennes, ou ce qui en reste encore, surtout en ce qui concerne la Palestine ou les problèmes du nucléaire qui occupent l'avant-scène politique internationale.
- **Le second danger** réside dans une implosion possible de l'Union Européenne, à partir de nouvelles secousses qui pourraient ébranler son unité économique et monétaire, surtout que certaines des solutions proposées avaient caché des tentatives, sérieuses, pour se débarrasser des pays « faibles » en les poussant à quitter le système de la monnaie unique et à retourner à leur anciennes monnaies nationales, sous prétexte qu'un tel plan atténuerait les conséquences explosives de la crise sur les autres pays, l'Allemagne et la France notamment... Alors que, dans de telles conditions, le meilleur moyen de résorber la crise aurait dû être une plus grande coordination des politiques économiques et un contrôle plus poussé de la part des organismes politiques élus et des représentants de la classe ouvrière et des forces actives.
- **Le troisième danger** provient du fait que la crise a atteint des niveaux tels qu'il n'est plus possible d'éviter l'effondrement dans certains secteurs financiers ou productifs, y compris en Allemagne et en France, même si des pays comme le Portugal, la Grèce ou l'Espagne sont mis à l'écart du système de la monnaie unique. En plus clair, les plans d'austérité se succéderont et auront des répercussions très profondes sur la situation sociale des masses populaires, à commencer par les tentatives qui viseront à diminuer les salaires (déjà certains pays ont franchi ce pas), remettre en cause les retraites (en France) et les prestations sociales. Et la crise, dans sa nouvelle phase, ne pourrait qu'engendrer plus de récession qui, à son tour, ne manquerait pas de prolonger la crise au-delà des cinq ans prévus par certains économistes.
- **Le quatrième et dernier danger** réside, quant à lui, dans une possible recrudescence de la répression (l'exemple de la Grèce est bien évident), mais aussi du retour de certaines politiques coloniales. Le but: empêcher les mouvements de masses, dans le premier cas, et ouvrir de nouvelles possibilités et de nouveaux marchés devant le capital mondialisé, dans le second. De telles politiques ne manqueraient pas d'aboutir à de nouveaux conflits qui provoqueraient un surplus de dégâts sans résoudre pour autant la crise capitaliste. Surtout que les prévisions économiques parlent, toutes ou presque, d'une faillite européenne à la fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, si les mesures nécessaires ne sont pas prises à temps.

Ces appréhensions exigent de la part des forces du changement, tant sur le plan européen qu'international, les Communistes en premier lieu, des actions dans le sens d'empêcher l'avancée impérialiste et de faire front commun face à l'OTAN. Ce qui exigerait l'union de la classe ouvrière

européenne sur un programme politiques et socio-économique avancé ayant pour objectif, en plus de trouver des solutions économiques et financières à court terme afin de stopper la dégradation, de mettre un projet visant à unifier les forces de la gauche et les forces démocratiques dans le but de mettre fin au gouvernement des banques et des sociétés financières.

II. Les politiques néolibérales et leurs répercussions sur la répartition des richesses aux Etats-Unis

Un énorme changement est à noter en ce qui concerne la situation économique et la répartition des richesses entre les années 1947-1973 et celles qui précédèrent de près la grande crise (2005).

Tout d'abord, la Révolution technologique, survenue, surtout, durant la présidence de Bill Clinton, n'a pu compenser ni les grands problèmes économiques ni le phénomène de la disparition des épargnes, fait non remarqué depuis « la grande récession ».

Ensuite, la majorité de la croissance enregistrée depuis l'époque reaganienne fut engloutie par 10% des Américains, les plus riches.

Enfin, les politiques aboutissant à ces grands changements sont à la base de **l'augmentation de l'inégalité au sein du peuple étasunien**. Nous en citons les plus caractéristiques :

- ✓ **L'importance des bourses et de l'économie fictive** représentée par les stocks d'actions accumulés par les riches : 77% sont la propriété des 10% déjà mentionnés et 1% des Américains les plus riches possèdent 33% de ces stocks...
- ✓ **Le renchérissement des prix de l'immobilier** d'une manière vertigineuse, ce qui accrut encore davantage les richesses accumulées par les plus riches qui possèdent maisons, immeubles et propriétés exemptés d'impôts.
- ✓ **Les politiques appliquées en matière d'impôts**. En effet, les tranches supérieures ont baissé de 90% à 35% ; tandis que l'impôt sur les successions, qui touche en particulier les quelques 2% des américains les plus riches, est suspendu par Georges W Bush jusqu'en 2011.
- ✓ **Les problèmes posés par l'émigration illégale** et ses répercussions sur le chômage et la pauvreté.
- ✓ Il ne faut pas oublier, non plus, **les importations et les sociétés « offshore »**. Les délocalisations et les importations ont influé de toute leur force sur les niveaux des salaires dans tous les secteurs.
- ✓ **La faiblesse du mouvement syndical**, déjà contrecarré par l'administration de R. Reagan.
- ✓ **La propagation de la culture de l'inégalité sociale**, surtout en ce qui concerne les salaires. Un exemple : aujourd'hui, le salaire d'un directeur exécutif dans une grande entreprise est 300 fois plus grand que le salaire moyen des employés (la différence était de 1 à 30 dans les années soixante).

Quand nous passons en revue ces politiques et que nous voyons à quoi ont-elles abouti, il nous faut tirer la sonnette d'alarme. Parce que ces mêmes politiques sont celles que préconisent la Banque mondiale et le FMI pour « résoudre » la crise en Europe et que les oligarchies financières de nombreux pays du Tiers Monde, dont le Liban, tentent d'appliquer, sous la direction des Etats-Unis.

III. L'immixtion des Etats-Unis en Afrique

Parler du problème des conflits et de leur extension, ainsi que de la nécessité d'y faire face, revient, en plus de l'extension des bases militaires étasuniennes en Amérique latine et les menaces que les

politiques bourgeoises en Europe font peser sur les populations dans le vieux continent, à parler de l'agressivité croissante de Washington en Afrique.

Cette agressivité se manifeste sur tous les plans :

Sur le plan militaire, nous devrions citer les manœuvres qui ont eu lieu, durant les trois premières semaines de mai, au Sahara occidental sous l'égide des Etats-Unis et auxquelles participèrent, en plus de forces européennes, celles de 10 pays africains de la région. Ces manœuvres furent accomplies sous le mot d'ordre de « la lutte contre le terrorisme et les crises régionales (!). Elles visèrent, en fait, à former des troupes africaines dans le but d'empêcher, le cas échéant, des changements possibles dans certains pays africains qui possèdent des matières premières nécessaires aux industries capitalistes (dont le pétrole, le gaz, l'uranium...). Le ministre de la défense de Burkina Faso a bien explicité les visées de ces manœuvres en disant : « Elles constituent une grande opportunité pour avoir un maximum d'expérience nous permettant de faire face aux défis qui se profilent dans le monde d'aujourd'hui ». Cependant que le premier défi aurait dû être d'aider à la recherche de solutions à la crise capitaliste et ses répercussions sur les peuples du continent africain, surtout que le milliard de personnes qui y vivent doivent affronter des taux de chômage de plus en plus élevés, en particulier parmi les jeunes qui constituent 70 % de l'ensemble de la population. Il est à noter que la pauvreté va croissant : 51 % de la population de l'Afrique centrale et méridionale vivent avec moins d'un dollar par jour ; la faim et la malnutrition touchent surtout les femmes et les enfants.

Et, si certains investissements se sont axés, durant la dernière décennie, sur certaines industries dont, en particulier, l'industrie agroalimentaire, il n'en reste pas moins que ces projets sont de peu d'importance, tant sur le plan des capitaux que sur celui de l'étendue des projets ou le nombre de travailleurs embauchés. C'est que ces industries n'ont pu donner un emploi qu'à 10 % seulement de ceux qui en demandaient et n'ont, par suite, pas pu arrêter la plaie ouverte de l'émigration croissante des jeunes, vers l'Europe surtout.

A la faim et au chômage viennent s'ajouter les tentatives des Etats-Unis de créer de nouveaux conflits dans de nouvelles régions africaines afin de continuer à exploiter à outrance ce continent. Dans ce sens, nous devrions attirer l'attention sur le soi-disant traité publié le 14 mai passé à propos des eaux du Nil. Ce traité, fait sous l'égide de Washington et signé par quatre pays seulement (dont l'Ouganda et l'Ethiopie), constitue le point de départ d'une « guerre de l'eau ». N'a-t-il pas marginalisé deux grands pays afro-arabes, le Soudan et l'Egypte, créant ainsi, à l'exemple des crises du Darfour et du Sud du Soudan, une nouvelle tension entre l'Afrique noire et l'Afrique arabe et poursuivant, dans ce sens, le rôle joué par l'Ethiopie contre la Somalie... Sans oublier « l'initiative » militaire dite « Pan Sahel Initiative » et dont le but est de regrouper les pays allant de la Maurétanie au Tchad et de renforcer la présence des bases militaires étasuniennes, dont celle érigée à Djibouti.

Pendant ce temps, les grandes sociétés étasuniennes ou à capital américano-coréen, les sociétés qui portent les emblèmes de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de la Chine et du Japon continuent à acheter, chacune, des dizaines de millions d'hectares de terres cultivables et à pousser des centaines de milliers de paysans loin des terres fertiles, bouclant, par là, la boucle de la mainmise, militaire et économique, sur l'Afrique.

IV. Le Moyen Orient :

De l'Iran au Monde arabe et à la Palestine

Durant les deux mois passés, le Moyen Orient a vécu des développements rapides et imprévus, pour certains d'entre eux. Nous notons cela parce que nous pensons que ces nouveaux développements ne manqueraient pas de provoquer un nouveau rapport de forces, surtout à la lumière du dernier crime contre l'humanité commis par Israël à l'encontre de ressortissants turcs et autres, mais aussi des

déboires de la guerre menée soi-disant contre le terrorisme en Afghanistan et des nouvelles sanctions prises contre l'Iran.

Les développements les plus significatifs peuvent se résumer dans les points suivants :

1. Israël poursuit son escalade contre l'Iran et le Liban, poussant les Etats-Unis à prendre des mesures plus restrictives contre ce qu'il appelle « l'infiltration iranienne » vers les frontières israélo-libanaise, tant à travers les positions prises par la Syrie que par la présence des militants du Hezbollah et des armes « nouvelles » qu'il détient...

Et, si nous ajoutons à cela les articles parus dernièrement dans les journaux américains à propos d'une possible attaque israélienne qui se prépare (à partir de certaines bases de l'OTAN en Géorgie) ou, encore, les manœuvres qui ont eu lieu, au milieu du mois de mai près de la frontière Sud du Liban, ou, enfin, les menaces lancées par Tel Aviv contre le Liban à la suite de la découverte du pétrole dans les eaux territoriales libanaises, nous pouvons dire que les possibilités d'une agression sont devenues très claires, même si certains milieux dirigeants israéliens essaient de montrer une patte de velours envers la Syrie en appelant, selon « Maariv », au retour des négociations bilatérales et, même, à un traité de paix avec Damas afin de l'extirper de « l'axe du mal, d'isoler le Hezbollah et de sauver le Liban ». Ces milieux, toujours selon « Maariv », partent d'un état de fait qui dit que « l'axe des pays tempérés [entendre : à la solde de Washington] s'est écroulé et que tous se trouvent au pied du mur, craignant ce qui pourrait se passer ».

2. D'un autre côté, il est nécessaire de faire le point sur les points cumulés par le régime syrien dans le face-à-face qui l'oppose à Israël. Le président syrien Bachar Assad a pu obtenir de nouvelles armes, dont des bombardiers, sophistiqués en provenance de la Russie dont le président, en visite dans la région, avait déclaré que son pays ne « croquera pas les bras si le Moyen Orient est soumis à une nouvelle agression ». Medvedev a, de plus, asséné un second coup dur à Washington et à Tel Aviv en rencontrant Khaled Meshaal, représentant du Hamas, et en déclarant ouvertement son appui à la nouvelle coalition économique formée par la Syrie, l'Iran et la Turquie ; d'ailleurs, au lieu de tenir compte des nouvelles sanctions prises par le Conseil de sécurité contre l'Iran, Medvedev a déclaré son intention de poursuivre l'exécution du contrat concernant la vente des missiles sophistiqués à ce pays... Cette position, ajoutée à celle de la Turquie à propos de l'uranium iranien, fut peut-être à la base du crime commis contre la flottille de la liberté.

Et, si nous nous arrêtons quelque peu sur les nouvelles positions de la Turquie, surtout celle concernant le vote contre les nouvelles sanctions au Conseil de sécurité, nous pouvons prévoir dans l'immédiat deux situations contradictoires :

- ✓ Le premier est que les nouvelles positions prises par la Turquie ne manqueraient pas, pour un certain temps, de mélanger les cartes influant positivement sur la Syrie et l'Iran, mais aussi sur l'équilibre des forces au Moyen Orient, né durant la deuxième présidence de Georges W. Bush. En même temps, ces changements intervenus feront d'Ankara un adversaire réel à l'Arabie saoudite ou à l'Egypte dans le monde arabe.
- ✓ Le deuxième est que, malgré le crime commis par les commandos israéliens contre des ressortissants turcs, la tension entre la Turquie et Israël ne pourra pas aboutir, comme certains le pensent, à la rupture des liens diplomatiques et économiques entre les deux Etats, surtout si nous prenons en considération l'importance des échanges commerciaux entre les deux pays, mais aussi les projets militaires et industriels formés par eux.

Ces situations contradictoires laissent prévoir, à leur tour, que le conflit turco-israélien ne dépassera pas le stade du momentané, même si on a l'impression du contraire. C'est que le conflit sur le pouvoir entre le gouvernement et l'armée n'a pas penché la balance d'un côté ou d'un autre ; de plus, l'idéologie religieuse du Hizb Al-Adala au pouvoir ne fait pas le poids devant les intérêts

économique d'un régime qui cherche de nouveaux marchés et de nouvelles alliances vers le Sud et l'Est après que l'Union européenne ait fermé ses portes devant lui.

3. Par rapport à l'Iran, le pouvoir de Mahmoud Ahmadinidjad a réussi à enregistrer une petite victoire face à l'administration des Etats-Unis, en donnant au Brésil et à la Turquie le trophée concernant l'uranium enrichi ; ce qui fait que la balle est passée dans la cour de Washington qui tente, en vain ou presque, d'imposer de nouvelles restrictions contre le gouvernement de Téhéran afin de le pousser à des positions plus flexibles en ce qui concerne l'Irak et l'Afghanistan dans lesquels patauge l'administration de Barak Obama. Voilà pourquoi il est à penser que la dernière résolution du Conseil de sécurité constitue un péché mortel de la part des Etats-Unis, puisque ni la Chine ni la Russie ne résilieront aucun accord fait avec ce pays, ce qui veut dire que l'application est loin d'être faite.
4. A partir de cette vision des choses, nous disons que la politique suivie par l'administration des Etats-Unis tente de faire la différence entre la Syrie et l'Iran : retour à la normale avec le premier pays (et retour de l'ambassadeur étasunien) et préparation d'une agression contre le second, selon un plan mis au point par Robert Gates et qui englobe la région moyenorientale toute entière, à commencer par l'Irak et l'Iran et jusqu'au Liban.

Tout cela nous ramène à la question que nous nous étions posée, dans le bulletin précédent, sur un possible retour de notre région à la guerre, à commencer par la Palestine, où les solutions politiques sont au point mort malgré les grandes concessions faites par le régime de Mahmoud Abbas qui a consenti de revenir à la table des négociations indirectes, pendant trois mois, puis directes, à partir de septembre, compte non tenu de la poursuite par le gouvernement israélien du blocus de Gaza ou de la politique de colonisation en Cisjordanie et dans la région d'Al Quds.

Dans cet objectif, il est nécessaire de dévoiler les conditions nouvelles posées par Benjamin Netanyahu et Yuci Belin (chef des négociateurs é Oslo) et qui peuvent se résumer comme suit :

- Retarder la recherche d'une solution finale jusqu'à ce que les Israéliens soient prêts à l'accepter.
- Retarder la discussion des problèmes essentiels, à commencer par ceux concernant la domination des forces de sécurité israéliens sur les territoires contrôlés par le pouvoir palestinien et, surtout, l'avenir d'Al Quds. En même temps, le gouvernement israélien a réaffirmé clairement son refus du droit au retour de plus de 100 000 réfugiés palestiniens dans leurs terres, la possibilité de se retirer d'Al Quds ou d'accepter un Etat palestinien armé.

Et, au moment même où les représentants de l'opinion internationale continuent leurs actions contre les ambassades d'Israël et des Etats-Unis (le parti Communiste libanais avait appelé à une manifestation de la gauche devant les bureaux de l'ambassade américaine à Aoukar), et en même temps que de nouvelles flottilles se préparent à appareiller pour Gaza, les Israéliens poursuivent leur politique agressive et criminelle, avec l'appui de Washington. A commencer par les positions prises à l'ONU contre la formation d'une commission d'enquête internationale, ou encore les déclarations de Barak Obama et, surtout, celles de Eliot Abrams (ex conseiller de G. W. Bush,) lequel voit dans la condamnation par certains pays du crime israélien « une position encourageant les terroristes » (?), d'où la nécessité pour l'administration étasunienne de la combattre...

5. En plus de ces problèmes essentiels, n'oublions pas :

- Qu'au Yémen, la tension se poursuit et s'étend au Sud cette fois où le gouvernement yéménite tente de porter un coup de grâce à l'opposition, de la gauche surtout.
- Qu'en Egypte, les préparatifs aux présidentielles se poursuivent entre deux candidats « sérieux » : Omar Souleiman (responsable de l'espionnage et du contre-espionnage et ayant l'aval des milieux politiques aux Etats-Unis, et Mohammad Baradei (appuyé, lui aussi, par certains milieux étasuniens, mais surtout par le courant des Frères musulmans égyptiens).

- Qu'au Soudan, la répression est revenue à l'avant-scène à la suite des élections législatives ; l'exemple le plus flagrant en est la détention et la torture des chefs du comité de grève des médecins, la fermeture du journal « Al Midan » pro communiste.
- Qu'en Irak, enfin, la formation d'un gouvernement tarde, tant à cause de la politique étasunienne qu'à celle de l'Iran vis-à-vis de ce pays. Ce retard a déclenché une nouvelle vague de violence, de vols et d'instabilité.

V. La situation au Liban

De l'escalade israélienne aux élections municipales

1. La situation intérieure libanaise est caractérisée, depuis le début de mai, par une tension croissante due à l'escalade politique israélienne qui a débuté avec le premier jour des élections municipales et qui s'est concrétisée par des actions subversives presque quotidiennes : violation des airs, incursion terrestres, enlèvement de bergers... A cela s'ajoute la découverte de nouveaux nids d'espions, surtout dans les postes-clés des sociétés du « téléphone cellulaire ».

Le but du retour aux tambours de guerre vise la réalisation de plusieurs objectifs tant militaires qu'économiques :

- Le premier consiste à faire, à nouveau, pression sur le gouvernement libanais afin de le pousser à appliquer les clauses des résolutions 1559 et 1701 en ce qui concerne les armes de la Résistance, dont la campagne faite à propos des « nouveaux missiles » envoyés soi-disant par l'Iran et la Syrie.
- Le second vise à faire pression sur ce même gouvernement dans le but de lui faire intégrer la table des négociations bilatérales, tant directes qu'indirectes.
- Le troisième est lié à l'arrêt de toute poursuite contre les nids d'espions découverts (et peut-être à prémunir d'autres) à l'intérieur des territoires libanais.
- Le quatrième est lié au pétrole et au gaz découverts dans les eaux territoriales libanaises. Israël a signé des contrats pour l'extraction du pétrole sans tenir compte du droit du Liban, volant ainsi, après l'eau, une autre source d'énergie.

2. Au lieu de raffermir ses positions vis-à-vis des menaces et des violations israéliennes, l'alliance de la bourgeoisie et du féodalisme politique au pouvoir a profité d'un tel état de fait pour faire pression afin de former des listes communes, confessionnelles, aux élections municipales et, ce, dans le but d'empêcher, comme ce fut le cas durant les dernières élections législatives, les forces démocratiques de percer le ciment des confessions.

Cependant, la position du PCL contre le retrait du gouvernement sur le plan des réformes promises dans la loi électorale, l'appel qu'il a lancé pour des alliances entre les forces de gauche et l'action des organisations communistes dans les villes et les villages afin de former des listes composées de personnalités compétentes et honnêtes en même temps ont pu réaliser des succès notoires dans plusieurs grandes villes et dans toutes les régions.

L'alliance des forces de gauche et de la démocratie ont pu enregistrer des pourcentages de 25 à 33%, malgré les menaces, l'abus de pouvoir et le rôle de l'argent ; ce qui constitue une revanche certaine sur ce qui s'était passé durant les élections législatives et un nouveau point de départ pour la campagne visant à réformer le système électoral, à commencer par l'imposition du vote à 18 ans et du quota féminin...

VI. La situation socio-économique au Liban

Cette partie étudiera, les derniers développements de la situation socio-économique et certains indices parus durant le mois passé à propos de :

1. Le Budget de 2010
2. Les impôts indirects qui touchent les plus démunis
3. La politique du gouvernement contre les enseignants et les salariés, en général
4. La violation de la Constitution
5. Les privatisations et la corruption dans le secteur public

1. Le Budget de 2010

Le Bureau politique du PCL a caractérisé le projet du Budget de 2010 comme étant « un projet exprimant d'une manière flagrante les intérêts de classe de l'alliance au pouvoir au Liban, tant par les parties se rapportant aux dépenses que celles concernant les rentrées ». De plus, le projet montre une défection de la part du gouvernement de trouver des solutions aux problèmes cruciaux qui sont vécus par la majorité des Libanais dans toutes les régions et de toutes les confessions.

De plus, le Bureau politique considère que le Budget, malgré l'augmentation de l'aide promise à certains secteurs et services publics (l'agriculture, l'électricité...), ne peut en aucun cas constituer un pas en avant vers la réalisation des promesses faites par le gouvernement dit « d'unité nationale » ; bien au contraire, c'est une continuation de la politique adoptée par tous les gouvernements précédents et dont les deux directives furent : privatiser et s'endetter. Ce qui emmène à dire qu'il est plus facile pour le peuple libanais de remporter une victoire contre Israël que contre l'alliance formée par les représentants de l'oligarchie financière et les leaders confessionnels qui ne prennent aucun cas de la situation de la majorité des Libanais, surtout les jeunes et les plus pauvres.

2. Les impôts indirects

Ce qu'il y a de pire dans le Budget, c'est la part prise par les intérêts de la dette publique (soit 4,4 milliards de dollars ou 35% de l'ensemble des dépenses). Cet état de fait reflète l'influence au sein du gouvernement des représentants des banques et des sociétés financières qui continuent à soutirer annuellement des milliards sous formes d'intérêts. Ajouter à cela les taxes et les impôts indirects dont les recettes ont doublé durant les deux dernières décennies.

Ainsi, et depuis la fin de la guerre civile en 1992, les Libanais pauvres ou faisant partie de la classe moyenne supportent la majeure partie des rentrées de l'Etat sous formes d'impôts indirects et de taxes sur la consommation, puisque les rentrées de la TVA et de l'impôt sur l'importation et le commerce constituent à elles seules 60% de l'ensemble de tous les impôts. Et, si nous ajoutons les autres impôts et taxes sur la consommation, telles les taxes sur les télécommunications et l'essence, ce pourcentage dépassera de loin toutes les limites connues mondialement. Par contre, les impôts directs, surtout l'impôt sur les revenus et les profits, qui touchent les riches, sont restés stables ne dépassant que de peu le seuil de 20%. Ajouter à cela que l'impôt sur l'immobilier qui, dans le projet du Budget est moins de 10%.

A la lumière de ce qui précède, le PCL réaffirme que cette politique s'oppose aux intérêts de la classe ouvrière et de larges tranches des plus démunis et, même, de la classe moyenne, et qu'elle va dans le sens des dépenses non productives et répartit les richesses et le PIB produits sur des bases profitant aux seuls représentants de l'alliance au pouvoir et de l'oligarchie financière qui détient les points essentiels de l'économie nationale.

En un mot, nous disons que les impôts pris seulement dans les poches des pauvres sont mis au service de la dette publique, c'est-à-dire au service des banquiers, des agioteurs et riches propriétaires fonciers.

3. La politique du gouvernement contre les enseignants et les salariés

Les négociations entre la « Ligue des enseignants du secondaire » et le gouvernement sont arrivées à un croisement très dangereux. Le gouvernement, qui avait reconnu, le 22 avril, les droits des enseignants à 7 échelons (qui constituent la valeur des 60% accordés par la loi 53/66 contre l'augmentation des heures du travail hebdomadaires, puis retirés). Mais, s'étant rétracté depuis, ce qui a obligé les intéressés à recourir à a grève générale, le gouvernement tente de donner une image déformée de cette grève tout en essayant de la casser sous prétexte qu'il lui est impossible de négocier « sous la menace de la grève ».

Cette position de classe risque, si elle se poursuit pour longtemps, de prendre en otage 44 000 lycéens qui attendent les résultats des examens officiels afin de pouvoir s'inscrire dans les universités libanaises et étrangères.

De même, un nouveau Code de travail est en préparation, qui va dans le sens de la diminution de la couverture gouvernementale et syndicale accordée aux ouvriers vis-à-vis des patrons et permettant à ces derniers de violer tous les droits déjà acquis ainsi que toutes les conventions arabes et internationales signées par le Liban en matière de travail.

De plus, le nouveau projet contient d'autres failles, dont les plus importantes sont :

- Il accentue les formes de discrimination contre la femme ouvrière.
- Il ne préconise aucune solution contre le travail des enfants.
- Il approfondit les problèmes liés à l'absence de la protection du droit et du temps du travail, puisqu'il ajoute de nouvelles clauses à celles déjà existantes en matière de ruptures des contrats de la part du patronat et sans rémunération adéquate.
- Il ne contient aucune sanction contre les patrons qui fraudent le Code du travail.
- Il ne met pas fin à l'immixtion du ministère du travail dans les affaires des syndicats et ne fait aucune allusion quant aux droits des fonctionnaires à former des syndicats dans le but de défendre leurs intérêts face à l'Etat.

4. La violation de la Constitution

Le gouvernement a violé la Constitution quand il a permis et voté, par 16 voix seulement ¹ le contenu des articles 31 et 32 du projet du Budget, dans lesquels il est dit que le Liban permet aux sociétés, y compris celles qui s'occupent du foncier, des exemptions d'impôts très importantes. De plus, le projet contient une proposition de baisser l'impôt sur les bénéfices que ces sociétés ont pu acquérir à cause de l'élévation vertigineuse des prix de 15% à 3%, ce qui constitue un beau cadeau de plusieurs centaines de millions de dollars. Un exemple : la société SOLIDERE, créée par feu Rafic Hariri pour reconstruire le centre-ville de Beyrouth, a fait main basse sur ce centre et possède encore, aujourd'hui, quelques 1,9 millions de mètres carrés à vendre ou à faire fructifier ; ces terrains furent pris à leurs propriétaires pour des prix allant de 150 dollars à 600 dollars/m². Les prix, ayant connu des poussées vertigineuses, le mètre carré se vend actuellement à plusieurs milliers de dollars sans que l'Etat puisse en profiter pour taxer ces nouveaux riches et diminuer, par suite, ses dettes.

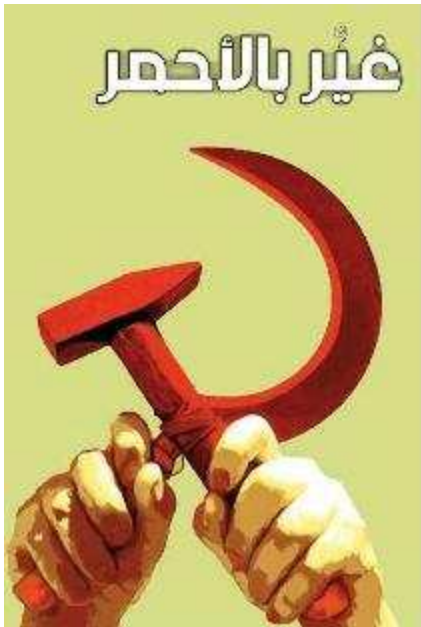
¹ La Constitution préconise la majorité des deux tiers, c'est-à-dire 21 voix dans le cas du gouvernement actuel.

5. Les privatisations et la corruption dans le secteur public

... Et la comédie se poursuit dans les arguments, parfois surréalistes, avancés pour imposer les privatisations, dont, par exemple : l'incapacité du secteur public à administrer et à développer les services de base, dont l'électricité par exemple.

Cependant, il faut clamer haut que ce sont les gouvernements successifs, formés par la bourgeoisie et les leaders des confessions, qui ont affaibli le secteur public et permis la corruption au sein de ce secteur. Ce sont aussi ces mêmes gouvernements qui, contrairement aux lois et à la Constitution, ont eu recours aux emprunts intérieurs et extérieurs, aidant à la création de nouvelles fortunes et permettant aux banquiers des taux de bénéfices phénoménaux, en plus de la vente des propriétés de l'Etat sous forme de sociétés mixtes.

Voilà pourquoi, le PCL pense que la nécessité de développer les infrastructures doit se faire en parallèle d'un plan qui mettrait fin à la corruption répandue dans le secteur public et à l'abus de pouvoir des leaders des confessions. A ce moment-là seulement, il serait possible de dessiner une image réelle du potentiel de secteur.



Beyrouth, le 22 juin 2010

(Traduit le 1^{er} juillet 2010)

**Le Comité des relations internationales
Du Parti Communiste Libanais**

www.lcparty.org